

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi-stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 7 août 2014, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 0,15 %, soit un niveau historiquement bas. Le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt restent également inchangés à respectivement 0,40 % et -0,10 %. Lors de sa conférence de presse, le Président de la BCE a indiqué que : « les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire ». Il a également précisé que : « les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accommodante de notre politique monétaire. (...) Ces opérations doivent permettre de continuer à assouplir les conditions de financement et de soutenir l'octroi de crédit à l'économie réelle. En se transmettant progressivement à l'économie, ces mesures contribueront à ramener le taux d'inflation à des niveaux plus proche de 2 % (...). S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Après un premier trimestre 2014 morose, et alors que l'indicateur du climat des affaires poursuit son amélioration, l'activité bancaire ressort contrastée au deuxième trimestre. Elle est caractérisée par un nouveau ralentissement de la production de crédit des établissements de crédit locaux ainsi que par la dégradation de leur portefeuille. En revanche, la collecte des dépôts reprend, notamment à la faveur d'une hausse des dépôts des entreprises.

Contraction de l'encours des crédits

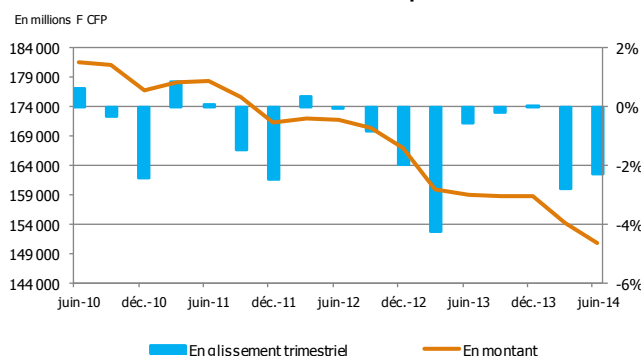
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales se contracte de nouveau, de 0,5 % sur trois mois au cours du deuxième trimestre, après -1,3 % au 31 mars 2014. Cette évolution s'explique principalement par la baisse continue des crédits aux entreprises (-2,3 % à fin juin 2014), alors que les crédits aux particuliers observent un léger rebond (+0,3 % sur trois mois).

Repli constant des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises s'inscrit de nouveau en retrait (-2,3 % sur trois mois ; -5,2 % sur l'année), atteignant ainsi son plus faible niveau depuis quatre ans. Les crédits d'exploitation poursuivent en particulier leur baisse à un rythme soutenu (-3,2 % après -4,9 % précédemment).

L'encours des crédits d'investissement affiche également un repli de 1,4 % en glissement trimestriel, alors qu'il progresse de 11,4 % en glissement annuel grâce à la mise en place de prêts significatifs au cours du second semestre 2013. Toutefois, les prévisions d'investissement à un an se redressent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme.

Évolution des crédits aux entreprises



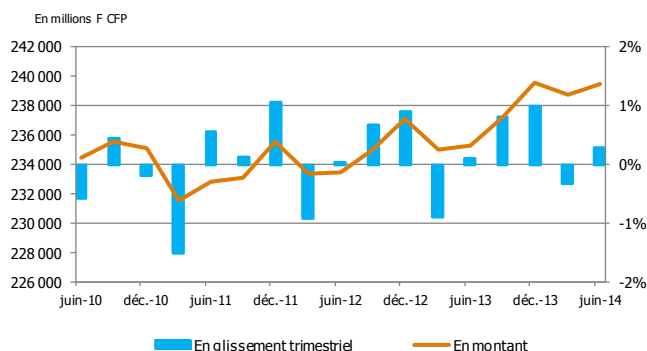
Léger rebond des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages affiche un rebond de 0,3 % à fin juin 2014 pour revenir au niveau de décembre 2013, grâce à la bonne tenue des crédits à l'habitat.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits à l'habitat poursuivent l'évolution à la hausse engagée depuis plusieurs trimestres à la faveur de taux d'intérêt bas (+0,7 % après +0,4 % le trimestre précédent).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline de 2,0 % sur le trimestre après -2,7 % précédemment, confortant la tendance négative constatée depuis cinq ans.

Évolution des crédits aux ménages



Hausse continue des crédits aux collectivités locales

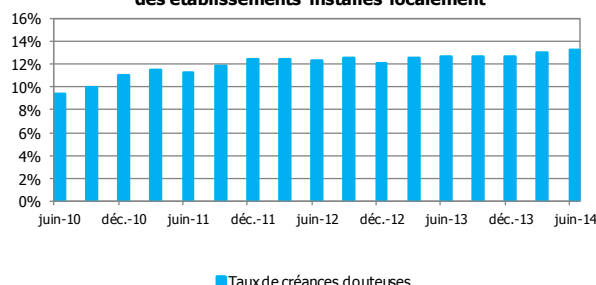
L'encours sain des crédits aux collectivités locales augmente de 3,4 % à fin juin 2014 (après +1,4 % le trimestre précédent). Il atteint 12,9 milliards de F CFP, en hausse de +0,5 % sur un an. Les crédits consentis sont destinés essentiellement à financer les investissements des collectivités locales.

Une sinistralité toujours importante

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se dégrade au deuxième trimestre 2014. L'encours des créances douteuses brutes progresse de 2,0 % sur le trimestre (+4,8 % en glissement annuel) pour s'établir à 63,4 milliards de F CFP. La dégradation porte aussi bien sur les entreprises que sur les ménages.

Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 13,3 % (+0,3 point sur le trimestre, +0,6 point sur l'année). Pour sa part, le taux de provisionnement s'élève à 59,2 % (+0,5 point sur le trimestre ; +4,2 points sur l'année).

Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



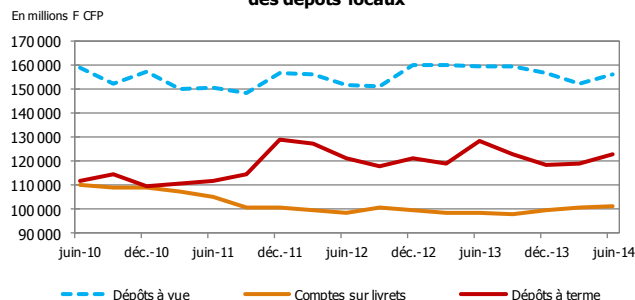
Rebond des dépôts locaux

Les actifs financiers collectés par le système bancaire local progressent de 2,1 % au 30 juin 2014, après trois trimestres de baisse consécutive. Toutefois, l'encours affiche un recul de 1,3 % en glissement annuel, à 400,3 milliards de F CFP.

La collecte nette des dépôts à vue augmente de 2,6 % sur les trois derniers mois, après deux trimestres de repli (-1,7 % puis -2,7 %). Cette hausse est perceptible pour tous les agents, et plus particulièrement pour les entreprises (+3,6 %).

L'amélioration des dépôts à terme se poursuit à un rythme plus soutenu (+3,2 % après +0,5 % au premier trimestre 2014). L'augmentation des dépôts des entreprises compense le retrait observé chez les autres agents et, dans une moindre mesure, chez les ménages. Ces derniers leur préfèrent les comptes sur livrets, dont l'encours augmente de 0,3 % sur trois mois.

Évolution des principales composantes des dépôts locaux



Croissance dynamique des autres placements auprès du système bancaire local

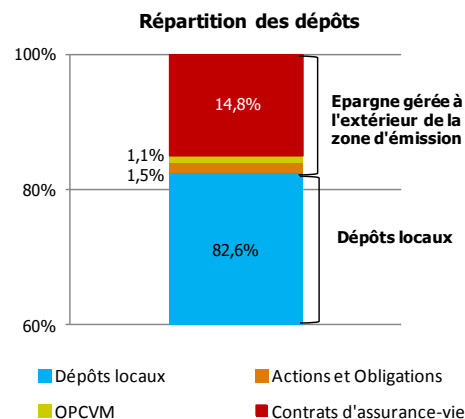
Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression sur le trimestre (+1,3 % après +4,8 % en mars 2014), sous l'impulsion des contrats d'assurance-vie (+1,7 %), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission.

Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques observe une évolution favorable en 2014 : +1,9 % au 30 juin après +0,4 % le trimestre précédent. Sur l'année, l'encours progresse de 0,3 % pour s'établir à 484,6 milliards de F CFP.

Les placements des ménages poursuivent leur croissance (+0,6 % après +1,5 % les deux trimestres précédents). La hausse est perceptible pour les contrats d'assurance-vie (+1,7 %), les dépôts à vue (+1,5 %) et, dans une moindre mesure, les comptes sur livrets (+0,3 %). Sur l'année, la progression est plus importante (+2,9 %) et elle concerne la plupart des dépôts hormis les dépôts à terme qui diminuent de 2,5 %.

Les actifs des sociétés non financières renouent avec la croissance (+7,7 %) après trois trimestres consécutifs de baisse. Cette hausse sensible est imputable à la reprise des dépôts à vue (+3,6 %) et aux dépôts à terme qui demeurent bien orientés (+14,3 %). Sur l'année, les actifs des entreprises affichent un repli de -6,0 % qui porte principalement sur les dépôts à vue (-12,5 %).

Enfin, les actifs financiers des autres agents observent un recul de 2,2 % sur le trimestre (-4,6 % en glissement annuel). La baisse des dépôts à terme (-12,0 %) n'est compensée que partiellement par l'augmentation des dépôts à vue (+4,1 %).

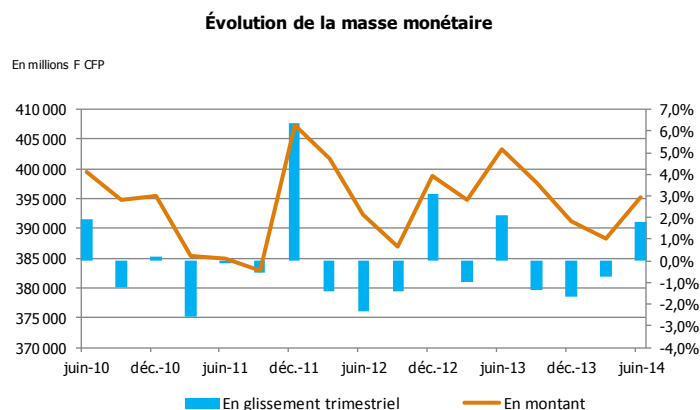


Amélioration du solde emplois-ressources des banques

Croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'accroît au 30 juin 2014 (+1,8 %) après trois trimestres de baisse consécutive. Cette évolution favorable s'explique notamment par la progression sensible des dépôts à vue (+2,6 %) et des dépôts à terme (+3,2 %), et celle plus modeste des comptes sur livrets (+0,3 %). En revanche, le repli de la circulation fiduciaire s'accélère (-7,4 % après -1,2 % au 31 mars 2014).

Sur un an, la masse monétaire M3 se contracte de 2,0 %, pour s'élever à 395 milliards de F CFP à fin juin 2014.

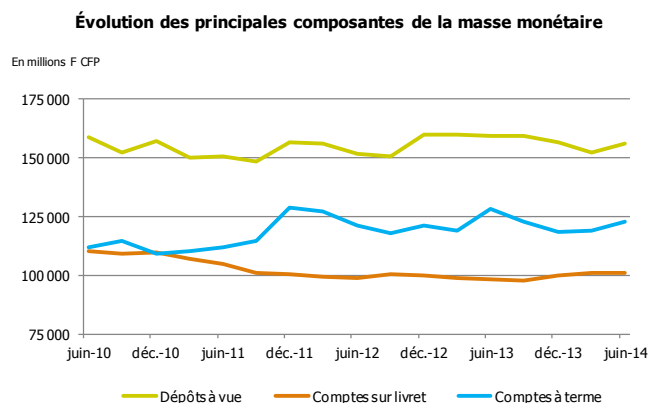
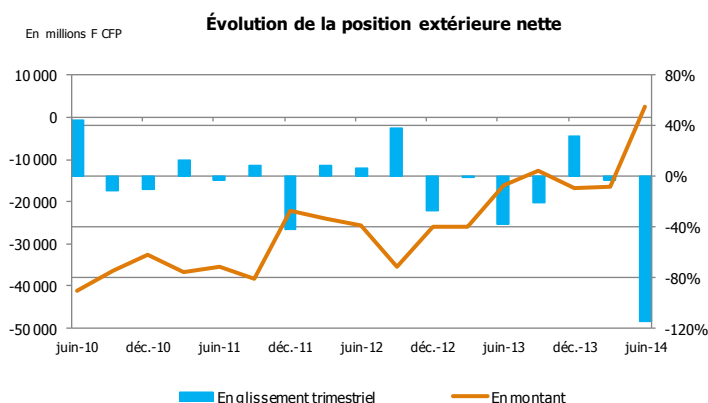


Amélioration de la position extérieure nette

À fin juin 2014, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 494,7 milliards de F CFP, stables sur le trimestre (+0,1 %) mais en léger recul sur l'année (-0,2 %). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (79 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

L'augmentation sensible des dépôts collectés (+2,1 %) conjuguée à la diminution des crédits bruts sur le trimestre (-0,2 %) conduisent à une amélioration de 8,9 milliards de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales, en déficit de 88,5 milliards de F CFP à fin juin.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), habituellement déficitaire, affiche une amélioration sensible sur le trimestre pour devenir légèrement excédentaire : elle s'élève à +2,4 milliards de F CFP à fin juin 2014 après -16,4 milliards de F CFP à fin mars 2014 et -16,2 milliards de F CFP un an plus tôt.



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

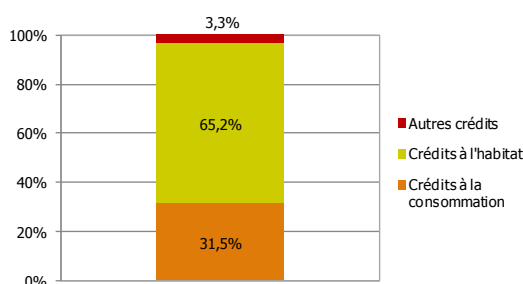
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

À fin juin 2014, l'encours brut global des crédits aux agents économiques locaux atteint 596,4 milliards de F CFP, en retrait de 0,6 % sur le trimestre, et de 1,3 % sur un an.

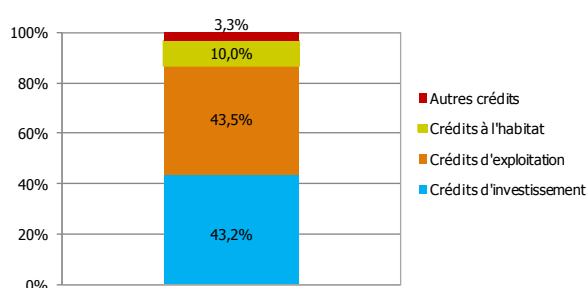
L'encours sain des crédits aux entreprises se replie tant sur le trimestre (-2,2 %) que sur l'année (-6,6 %). Il en est de même pour celui des collectivités locales (-2,2 % sur trois mois, -3,7 % sur l'année). En revanche, les crédits aux ménages demeurent stables sur le trimestre (0,0 %) mais progressent en glissement annuel (+1,2 %).

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 20 % des crédits accordés. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 86 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % pour les ménages (essentiellement sur le crédit à l'habitat), et de 4 % pour les entreprises.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernant des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 097	14 422	15 051	14 771	15 427	14 399	14 224	13 175	-7,4%	-10,8%
<i>Billets</i>	<i>12 092</i>	<i>12 378</i>	<i>12 954</i>	<i>12 618</i>	<i>13 257</i>	<i>12 193</i>	<i>12 030</i>	<i>10 973</i>	-8,8%	-13,0%
<i>Pièces</i>	<i>2 005</i>	<i>2 044</i>	<i>2 097</i>	<i>2 153</i>	<i>2 171</i>	<i>2 206</i>	<i>2 195</i>	<i>2 202</i>	0,3%	2,3%
Dépôts à vue	158 774	150 773	151 811	159 537	159 245	156 490	152 321	156 333	2,6%	-2,0%
TOTAL M1	172 871	165 194	166 861	174 308	174 673	170 889	166 545	169 508	1,8%	-2,8%
M2-M1	110 362	104 945	99 126	98 764	98 460	100 255	101 213	101 532	0,3%	2,8%
Comptes sur livrets	110 138	104 641	98 774	98 341	98 042	99 845	100 808	101 132	0,3%	2,8%
Comptes épargne logement	224	305	351	423	418	410	405	400	-1,3%	-5,5%
TOTAL M2	283 233	270 140	265 987	273 072	273 132	271 144	267 758	271 040	1,2%	-0,7%
M3-M2	116 347	114 831	126 382	130 181	124 638	119 961	120 597	124 303	3,1%	-4,5%
Dépôts à terme	111 979	112 014	121 197	128 194	122 898	118 304	118 891	122 643	3,2%	-4,3%
Bons de caisse	3 985	2 732	2 055	1 988	1 739	1 656	1 706	1 660	-2,7%	-16,5%
TOTAL M3	399 580	384 971	392 370	403 253	397 770	391 105	388 355	395 342	1,8%	-2,0%
P1	13 681	14 910	16 288	17 158	17 291	17 578	18 113	18 165	0,3%	5,9%
Plans d'épargne logement	13 681	14 910	16 288	17 158	17 291	17 578	18 113	18 165	0,3%	5,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	413 261	399 881	408 658	420 411	415 061	408 682	406 468	413 508	1,7%	-1,6%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	131 955	108 686	116 228	116 977	119 191	132 228	134 820	124 944	-7,3%	6,8%
Institut d'émission	39 631	30 400	30 069	42 245	45 677	47 080	44 833	32 232	-28,1%	-23,7%
Etablissements de crédit	92 324	78 286	86 159	74 732	73 514	85 148	89 987	92 712	3,0%	24,1%
Créances du Trésor public	5 579	4 582	5 633	5 137	5 172	5 259	5 727	4 650	-18,8%	-9,5%
Concours sur ressources monétaires	262 046	271 703	270 509	281 139	273 408	253 618	247 808	265 749	7,2%	-5,5%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	478 644	483 250	484 695	478 534	479 028	482 798	478 558	477 823	-0,2%	-0,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	216 598	211 547	214 186	197 395	205 620	229 180	230 750	212 074	-8,1%	7,4%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>37 929</i>	<i>41 240</i>	<i>44 066</i>	<i>45 754</i>	<i>45 084</i>	<i>45 987</i>	<i>47 675</i>	<i>49 141</i>	3,1%	7,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>24 121</i>	<i>28 074</i>	<i>30 002</i>	<i>33 299</i>	<i>34 482</i>	<i>35 868</i>	<i>36 499</i>	<i>37 541</i>	2,9%	12,7%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>133 600</i>	<i>113 782</i>	<i>111 881</i>	<i>90 940</i>	<i>86 258</i>	<i>101 962</i>	<i>106 368</i>	<i>90 278</i>	-15,1%	-0,7%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>13 681</i>	<i>14 910</i>	<i>16 288</i>	<i>17 158</i>	<i>17 291</i>	<i>17 578</i>	<i>18 113</i>	<i>18 165</i>	0,3%	5,9%
<i>Divers</i>	<i>7 268</i>	<i>13 540</i>	<i>11 949</i>	<i>10 245</i>	<i>22 506</i>	<i>27 785</i>	<i>22 094</i>	<i>16 949</i>	-23,3%	65,4%
Total M3	399 580	384 971	392 370	403 253	397 770	391 105	388 355	395 342	1,8%	-2,0%
Position extérieure nette	-41 276	-35 496	-25 722	-16 208	-12 744	-16 814	-16 381	2 434	-114,9%	-115,0%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Emplois	511 677	498 149	498 437	495 444	494 601	497 111	494 152	494 691	0,1%	-0,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	478 644	483 250	484 695	478 534	479 028	482 798	478 558	477 823	-0,2%	-0,1%
Réserves obligatoires et libres	33 033	14 899	13 742	16 910	15 573	14 313	15 594	14 434	-7,4%	-14,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	2 434		
Ressources	511 677	498 149	498 437	495 444	494 601	497 111	494 152	494 691	0,1%	-0,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	387 692	375 422	381 930	394 471	389 058	381 208	381 129	389 288	2,1%	-1,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	62 049	69 314	74 068	79 053	79 566	81 855	84 174	86 682	3,0%	9,7%
Excédent des opérations diverses des EC	18 461	14 328	14 367	2 232	10 334	13 255	8 768	15 099	72,2%	576,5%
Réescompte	2 199	3 590	2 349	3 481	2 899	3 978	3 699	3 622	-2,1%	4,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)	41 276	35 496	25 722	16 208	12 744	16 814	16 381	0	-100,0%	-100,0%
Déficit Emplois-Ressources Clientèle	90 952	107 828	102 765	84 063	89 970	101 590	97 428	88 535	-9,1%	5,3%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	108 524,0	104 597,8	102 035,8	114 435,7	109 264,0	103 686,3	99 885,1	107 531,7	7,7%	-6,0%
Dépôts à vue	64 670,3	63 809,8	62 893,3	70 560,9	68 204,3	66 522,0	59 616,5	61 746,2	3,6%	-12,5%
Placements liquides ou à court terme	43 318,1	40 498,1	38 803,8	43 371,0	40 503,1	36 601,0	39 696,9	45 191,5	13,8%	4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	43 317,7	40 497,8	38 803,8	43 371,0	40 503,1	36 601,0	39 695,4	45 191,4	13,8%	4,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>39 374,7</i>	<i>38 669,3</i>	<i>34 644,6</i>	<i>42 159,0</i>	<i>39 390,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>38 577,6</i>	<i>44 095,5</i>	14,3%	4,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 265,9</i>	<i>1 168,3</i>	<i>343,3</i>	<i>557,3</i>	<i>556,5</i>	<i>545,6</i>	<i>545,9</i>	<i>525,4</i>	-3,8%	-5,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>383,0</i>	<i>85,0</i>	<i>3 130,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	535,7	289,9	338,8	503,8	556,6	563,3	571,7	594,0	3,9%	17,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>364,1</i>	<i>8,6</i>	<i>237,5</i>	<i>339,6</i>	<i>336,4</i>	<i>342,8</i>	<i>342,7</i>	<i>360,3</i>	5,1%	6,1%
Ménages	326 827,1	332 106,1	332 855,6	337 453,6	334 873,4	339 796,3	344 888,6	347 088,3	0,6%	2,9%
Dépôts à vue	73 862,5	74 373,1	74 583,7	73 888,2	72 566,5	73 430,5	74 212,4	75 338,8	1,5%	2,0%
Placements liquides ou à court terme	171 545,0	166 171,4	165 554,4	170 611,3	168 843,1	171 380,2	171 286,7	171 219,3	0,0%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	107 750,7	102 498,1	97 025,5	96 620,5	96 331,8	98 070,0	99 006,0	99 319,1	0,3%	2,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>107 526,9</i>	<i>102 193,6</i>	<i>96 674,2</i>	<i>96 197,4</i>	<i>95 913,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>98 601,6</i>	<i>98 919,7</i>	0,3%	2,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>223,8</i>	<i>304,5</i>	<i>351,3</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,4</i>	<i>399,4</i>	-1,2%	-5,6%
Placements indexés sur les taux de marché	63 794,4	63 673,3	68 528,9	73 990,8	72 511,3	73 310,2	72 280,7	71 900,2	-0,5%	-2,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>58 021,7</i>	<i>59 380,2</i>	<i>65 964,2</i>	<i>72 020,2</i>	<i>70 599,0</i>	<i>71 511,5</i>	<i>70 505,1</i>	<i>70 190,2</i>	-0,4%	-2,5%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>2 688,7</i>	<i>2 154,7</i>	<i>1 363,3</i>	<i>1 330,4</i>	<i>1 181,0</i>	<i>1 113,3</i>	<i>1 131,6</i>	<i>1 086,6</i>	-4,0%	-18,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>3 084,0</i>	<i>2 138,4</i>	<i>1 201,4</i>	<i>640,1</i>	<i>731,3</i>	<i>685,4</i>	<i>644,0</i>	<i>623,4</i>	-3,2%	-2,6%
Epargne à long terme	81 419,6	91 561,6	92 717,4	92 954,1	93 463,8	94 985,6	99 389,4	100 530,1	1,1%	8,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 681,2</i>	<i>14 849,4</i>	<i>16 260,1</i>	<i>17 132,7</i>	<i>17 267,4</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 089,4</i>	<i>18 141,2</i>	0,3%	5,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 504,2</i>	<i>5 677,1</i>	<i>5 602,5</i>	<i>6 128,4</i>	<i>6 482,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>6 747,9</i>	<i>6 730,3</i>	-0,3%	9,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 065,9</i>	<i>5 804,5</i>	<i>4 733,9</i>	<i>4 252,1</i>	<i>4 134,8</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 945,5</i>	<i>3 829,1</i>	-2,9%	-9,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>56 168,3</i>	<i>65 230,7</i>	<i>66 120,9</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	1,7%	9,8%
Autres agents	54 771,2	41 795,9	37 490,3	31 387,9	33 656,8	30 142,0	30 630,4	29 947,0	-2,2%	-4,6%
Dépôts à vue	20 241,6	12 589,7	14 333,6	15 087,8	18 474,6	16 537,7	18 492,3	19 248,0	4,1%	27,6%
Placements liquides ou à court terme	21 697,4	16 619,9	22 973,1	16 178,6	15 067,5	13 494,8	12 030,9	10 587,2	-12,0%	-34,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 611,0	2 447,0	2 100,2	2 143,5	2 127,9	2 185,2	2 205,2	2 212,6	0,3%	3,2%
Placements indexés sur les taux de marché	19 086,4	14 172,9	20 872,9	14 035,1	12 939,6	11 309,6	9 825,7	8 374,5	-14,8%	-40,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>14 582,3</i>	<i>13 964,5</i>	<i>20 588,2</i>	<i>14 014,3</i>	<i>12 908,9</i>	<i>11 278,2</i>	<i>9 808,5</i>	<i>8 357,2</i>	-14,8%	-40,4%
Epargne à long terme	12 832,1	12 586,3	183,6	121,5	114,7	109,5	107,3	111,9	4,3%	-7,9%
Total actifs financiers	490 122,3	478 499,8	472 381,6	483 277,2	477 794,3	473 624,7	475 404,1	484 567,1	1,9%	0,3%
Dépôts à vue	158 774,4	150 772,6	151 810,6	159 536,9	159 245,4	156 490,2	152 321,2	156 333,0	2,6%	-2,0%
Placements liquides ou à court terme	236 560,5	223 289,4	227 331,3	230 160,9	224 413,7	221 476,0	223 014,5	226 998,0	1,8%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	110 362,0	104 945,4	99 125,7	98 764,0	98 459,7	100 255,2	101 212,7	101 531,9	0,3%	2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	126 198,4	118 344,0	128 205,5	131 396,9	125 954,0	121 220,8	121 801,8	125 466,2	3,0%	-4,5%
Epargne à long terme	94 787,5	104 437,8	93 239,8	93 579,4	94 135,2	95 658,5	100 068,4	101 236,0	1,2%	8,2%

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Dépôts locaux	399 164,6	385 459,8	393 606,8	405 640,3	399 633,9	394 283,9	392 244,4	400 332,7	2,1%	-1,3%
Dépôts à vue	158 774,4	150 772,6	151 810,6	159 536,9	159 245,4	156 490,2	152 321,2	156 333,0	2,6%	-2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	124 043,3	119 855,9	115 413,8	115 922,2	115 750,6	117 832,8	119 326,1	119 697,2	0,3%	3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>110 003,1</i>	<i>105 055,3</i>	<i>98 774,4</i>	<i>98 340,8</i>	<i>98 041,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>100 807,8</i>	<i>101 132,1</i>	0,3%	2,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>223,8</i>	<i>304,8</i>	<i>351,3</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,9</i>	<i>399,8</i>	-1,3%	-5,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 681,2</i>	<i>14 910,5</i>	<i>16 288,1</i>	<i>17 158,2</i>	<i>17 290,9</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 113,4</i>	<i>18 165,3</i>	0,3%	5,9%
Dépôts à terme	111 978,6	112 014,0	121 197,0	128 193,6	122 898,5	118 304,5	118 891,2	122 642,9	3,2%	-4,3%
Bons de caisse	3 985,3	2 732,4	2 055,4	1 987,6	1 739,5	1 656,4	1 705,9	1 659,6	-2,7%	-16,5%
Titres de créances négociables	383,0	85,0	3 130,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	90 957,7	93 040,0	78 774,9	77 636,9	78 160,3	79 340,8	83 159,7	84 234,3	1,3%	8,5%
<i>dont actions</i>	<i>2 705,1</i>	<i>2 966,9</i>	<i>2 307,3</i>	<i>2 316,5</i>	<i>2 696,9</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 939,6</i>	<i>2 897,5</i>	-1,4%	25,1%
<i>dont obligations</i>	<i>3 094,2</i>	<i>3 082,7</i>	<i>3 526,5</i>	<i>4 051,4</i>	<i>4 086,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 110,1</i>	<i>4 145,0</i>	0,8%	2,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>9 851,5</i>	<i>3 512,6</i>	<i>1 823,2</i>	<i>1 215,7</i>	<i>1 316,1</i>	<i>1 259,9</i>	<i>1 204,7</i>	<i>1 163,6</i>	-3,4%	-4,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>19 138,7</i>	<i>18 247,0</i>	<i>4 997,0</i>	<i>4 612,3</i>	<i>4 482,4</i>	<i>4 446,3</i>	<i>4 298,6</i>	<i>4 198,7</i>	-2,3%	-9,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>56 168,3</i>	<i>65 230,7</i>	<i>66 120,9</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	1,7%	9,8%
Total actifs financiers	490 122,3	478 499,8	472 381,6	483 277,2	477 794,3	473 624,7	475 404,1	484 567,1	1,9%	0,3%

Les concours des établissements locaux

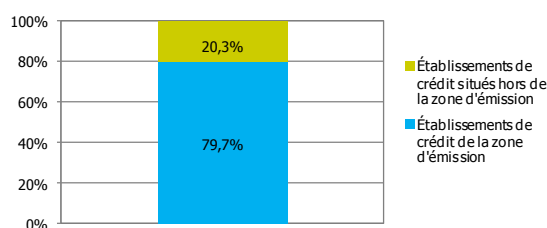
	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	93 886,3	93 731,8	88 132,3	78 378,2	74 848,9	73 044,339	69 456,7	67 267,5	-3,2%	-14,2%
<i>Créances commerciales</i>	3 323,2	2 657,0	2 633,6	2 123,6	1 898,8	1 756,5	1 302,6	1 725,9	32,5%	-18,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 786,5	49 303,8	46 516,4	38 169,4	39 075,1	37 173,7	33 549,6	32 511,0	-3,1%	-14,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 693,2	3 684,0	3 336,2	3 655,4	3 651,0	3 587,2	3 543,5	3 575,0	0,9%	-2,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	40 776,5	41 771,0	38 982,2	38 085,2	33 875,0	34 114,2	34 604,4	33 030,6	-4,5%	-13,3%
Crédits d'investissement	55 333,0	53 748,1	56 979,0	57 043,7	60 332,4	65 332,5	64 448,3	63 564,4	-1,4%	11,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	53 970,0	52 745,3	56 187,1	56 132,2	59 444,6	64 348,6	63 465,5	62 802,3	-1,0%	11,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 457,3	5 025,4	4 573,7	4 416,0	4 444,6	4 402,0	4 321,0	4 248,0	-1,7%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	1 363,0	1 002,7	791,9	911,5	887,9	983,9	982,7	762,1	-22,4%	-16,4%
Crédits à l'habitat	18 715,9	18 765,8	17 332,4	16 853,8	16 045,5	14 846,1	15 211,7	14 821,6	-2,6%	-12,1%
Autres crédits	13 709,6	12 040,5	9 407,8	6 806,0	7 518,4	5 579,7	5 221,7	5 135,4	-1,7%	-24,5%
Encours sain	181 644,7	178 286,2	171 851,4	159 081,6	158 745,3	158 802,7	154 338,4	150 788,9	-2,3%	-5,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	93 454,8	88 244,3	82 743,1	81 812,1	81 899,0	82 228,6	80 034,6	78 427,9	-2,0%	-4,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	86 998,6	81 961,6	77 414,2	77 043,8	77 092,0	77 340,8	75 317,6	73 565,7	-2,3%	-4,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 319,0	4 295,9	3 601,7	3 150,4	3 194,0	3 261,6	3 074,2	2 981,9	-3,0%	-5,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 137,2	1 986,8	1 727,2	1 617,9	1 613,0	1 626,2	1 642,8	1 880,3	14,5%	16,2%
Crédits à l'habitat	134 926,9	138 192,4	143 539,3	146 242,4	147 687,1	149 151,3	149 846,2	150 850,6	0,7%	3,2%
Autres crédits	6 093,5	6 357,8	7 190,0	7 210,9	7 560,8	8 130,9	8 836,6	10 134,3	14,7%	40,5%
Encours sain	234 475,2	232 794,5	233 472,5	235 265,4	237 146,9	239 510,7	238 717,4	239 412,8	0,3%	1,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	741,0	632,2	961,0	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	9,1%	22,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	706,2	560,1	960,9	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,8	9,1%	22,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34,9	72,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,1	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 571,6	7 276,5	8 002,4	7 411,8	6 871,9	6 564,7	6 526,6	6 480,4	-0,7%	-12,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 571,6	7 276,5	8 002,4	7 407,5	6 871,9	6 564,7	6 526,6	6 480,4	-0,7%	-12,5%
<i>Crédit-bail</i>				4,4					n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	67,4	360,9	321,3	294,6	292,8	281,2	279,4	267,8	-4,1%	-9,1%
Autres crédits	325,8	228,4	199,4	355,5	351,4	346,2	319,3	314,0	-1,7%	-11,7%
Encours sain	8 705,9	8 498,0	9 484,1	12 793,4	12 065,7	12 271,9	12 438,0	12 856,1	3,4%	0,5%
Autres agents										
Encours sain	8 689,0	10 278,0	10 384,8	10 880,6	10 462,0	11 406,9	10 873,7	11 358,5	4,5%	4,4%
TOTAL										
Encours sain	433 514,9	429 856,8	425 192,9	418 021,1	418 419,9	421 992,2	416 367,5	414 416,4	-0,5%	-0,9%
Créances douteuses brutes	45 112,6	54 748,4	59 520,4	60 529,4	60 625,9	60 849,5	62 205,7	63 428,3	2,0%	4,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	20 991,9	26 674,0	29 518,3	27 230,7	26 144,3	24 879,3	25 706,6	25 887,5	0,7%	-4,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	15 077,3	20 155,5	21 395,3	19 372,7	18 395,8	17 367,0	17 980,2	17 853,5	-0,7%	-7,8%
<i>(dt) Ménages</i>	5 891,9	6 373,2	8 079,3	7 824,8	7 713,1	7 425,2	7 691,7	7 979,3	3,7%	2,0%
Provisions	24 120,6	28 074,4	30 002,1	33 298,7	34 481,6	35 970,1	36 499,1	37 540,8	2,9%	12,7%
Encours brut total	478 627,4	484 605,2	484 713,2	478 550,4	479 045,8	482 841,7	478 573,2	477 844,7	-0,2%	-0,1%
Taux de créances douteuses	9,4%	11,3%	12,3%	12,6%	12,7%	12,6%	13,0%	13,3%	0,3 pt	0,6 pt
Taux de provisionnement	53,5%	51,3%	50,4%	55,0%	56,9%	59,1%	58,7%	59,2%	0,5 pt	4,2 pts

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	94 072,1	94 858,3	88 370,3	78 746,9	75 167,5	73 439,8	69 762,4	67 588,2	-3,1%	-14,2%
Créances commerciales	3 323,2	2 753,3	2 744,1	2 228,4	2 014,9	1 879,3	1 419,9	1 837,6	29,4%	-17,5%
Crédits de trésorerie	49 786,5	49 304,1	46 516,8	38 169,6	39 075,3	37 173,9	33 550,0	32 511,5	-3,1%	-14,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	3 693,2	3 684,0	3 336,2	3 655,4	3 651,0	3 587,2	3 543,5	3 575,0	0,9%	-2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	40 962,3	42 801,0	39 109,4	38 348,9	34 077,2	34 386,6	34 792,5	33 239,2	-4,5%	-13,3%
Crédits d'investissement	66 551,4	63 600,7	66 887,4	64 835,9	65 938,2	70 439,6	69 404,7	68 546,0	-1,2%	5,7%
Crédits à l'équipement	64 899,2	62 312,5	65 830,4	63 682,9	64 801,8	69 222,8	68 185,0	67 559,9	-0,9%	6,1%
(dt) Entrepreneurs individuels	5 461,2	5 078,9	4 573,7	4 416,0	4 444,6	4 402,0	4 321,0	4 248,0	-1,7%	-3,8%
Crédit-bail	1 652,2	1 288,2	1 057,0	1 153,0	1 136,4	1 216,7	1 219,8	986,0	-19,2%	-14,5%
Crédits à l'habitat	18 715,9	18 787,0	18 195,3	17 705,7	16 894,6	15 692,2	16 055,4	15 662,2	-2,4%	-11,5%
Autres crédits	13 709,6	12 040,5	9 407,8	6 806,0	7 518,4	5 579,7	5 221,7	5 135,4	-1,7%	-24,5%
Encours sain	193 048,9	189 286,6	182 860,8	168 094,4	165 518,6	165 151,3	160 444,2	156 931,8	-2,2%	-6,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	98 818,5	93 777,1	88 393,8	87 741,7	88 025,7	88 344,9	86 128,4	84 496,1	-1,9%	-3,7%
Crédits de trésorerie	92 362,3	87 490,5	83 062,9	82 971,8	83 217,1	83 454,8	81 409,1	79 630,9	-2,2%	-4,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4 319,0	4 295,9	3 601,7	3 150,4	3 194,0	3 261,6	3 074,2	2 981,9	-3,0%	-5,3%
Crédit-bail	2 137,2	1 990,7	1 729,2	1 619,5	1 614,6	1 628,5	1 645,1	1 883,3	14,5%	16,3%
Crédits à l'habitat	163 911,7	167 309,2	172 779,1	175 274,3	176 717,8	178 083,0	178 423,8	178 795,7	0,2%	2,0%
Autres crédits	6 093,5	6 357,8	7 190,0	7 275,8	7 692,5	8 375,8	9 062,3	10 357,7	14,3%	42,4%
Encours sain	268 823,7	267 444,1	268 362,9	270 291,7	272 436,1	274 803,6	273 614,6	273 649,5	0,0%	1,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	741,0	632,2	961,0	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	9,1%	22,5%
Crédits de trésorerie	706,2	560,1	960,9	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,8	9,1%	22,5%
Comptes ordinaires débiteurs	34,9	72,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,1	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	86 301,1	88 676,6	92 826,3	87 247,9	88 285,7	84 589,9	85 325,5	82 928,2	-2,8%	-5,0%
Crédits à l'équipement	86 301,1	88 676,6	92 826,3	87 243,5	88 285,7	84 589,9	85 325,5	82 928,2	-2,8%	-4,9%
Crédits à l'habitat	3 177,3	2 982,2	1 196,6	1 073,4	1 071,5	1 010,8	1 009,0	947,5	-6,1%	-11,7%
Autres crédits	325,8	228,4	266,0	355,5	351,4	346,2	319,3	314,0	-1,7%	-11,7%
Encours sain	90 545,3	92 519,4	95 249,9	93 408,2	94 258,2	91 026,7	91 966,5	89 983,6	-2,2%	-3,7%
Autres agents										
Encours sain	8 689,0	10 278,0	10 578,7	11 056,3	10 893,2	11 570,4	11 285,1	11 522,7	2,1%	4,2%
TOTAL										
Encours sain	561 107,0	559 528,2	557 052,3	542 850,7	543 106,0	542 552,0	537 310,4	532 087,6	-1,0%	-2,0%
dont ECHZE	127 592,1	129 671,4	131 859,4	124 829,6	124 686,1	120 559,8	120 942,9	117 671,2	-2,7%	-5,7%
Créances douteuses brutes	46 096,2	55 844,0	60 789,0	61 464,3	61 878,9	61 572,0	62 930,3	64 294,9	2,2%	4,6%
Créances douteuses nettes	21 865,7	27 536,8	30 574,6	27 958,4	27 080,6	25 396,8	26 228,2	26 551,6	1,2%	-5,0%
(dt) Entreprises	15 455,8	20 674,7	21 506,0	19 673,5	18 694,0	17 409,6	18 023,3	17 883,3	-0,8%	-9,1%
(dt) Ménages	6 296,8	6 716,8	8 396,5	8 251,7	8 297,2	7 900,0	8 170,2	8 613,6	5,4%	4,4%
Provisions	24 230,5	28 307,2	30 214,3	33 505,9	34 798,3	36 175,3	36 702,1	37 743,3	2,8%	12,6%
Encours brut total	607 203,2	615 372,2	617 841,3	604 315,0	604 985,0	604 124,0	600 240,7	596 382,5	-0,6%	-1,3%
Taux de créances douteuses	7,6%	9,1%	9,8%	10,2%	10,2%	10,2%	10,5%	10,8%	0,3 pt	0,6 pt
Taux de provisionnement	52,6%	50,7%	49,7%	54,5%	56,2%	58,8%	58,3%	58,7%	0,4 pt	4,2 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achievé d'imprimer : Septembre 2014